

## Présentation synthétique des informations financières essentielles du CA 2019 (Article L 2313-1 10° CGCT)

Le compte administratif 2020 se décompose comme suit en opérations réelles.

	Dépenses	Recettes
<b>Investissement</b>	38 866 805,40	42 186 025,36
<b>Fonctionnement</b>	124 188 759,92	154 194 378,60
<b>Sous-total</b>	<b>163 055 565,32</b>	<b>196 380 403,96</b>
<b>Reprise résultat antérieur</b>	<b>7 672 750,38</b>	<b>-</b>
<b>Total réalisé</b>	<b>170 728 315,70</b>	<b>196 380 403,96</b>
<b>Reste à réaliser en investissement</b>	<b>18 158 165,51</b>	<b>404 402,00</b>
<b>Reste à réaliser en fonctionnement</b>	<b>375 793,66</b>	<b>-</b>

Le détail par chapitre est le suivant :

### Section de fonctionnement - dépenses réelles :

Dépenses réelles de fonctionnement	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Variation
<b>Charges générales 011</b>	22 823 395,26	20 236 958,73	-11,33%
<b>Frais de personnel 012</b>	75 067 757,09	77 755 873,20	3,58%
<b>Atténuation de produits 014</b>	1 587 217,00	1 562 434,45	-1,56%
<b>Autres charges 65</b>	23 220 460,00	23 920 199,40	3,01%
<b>Groupes politiques 656</b>	107 623,94	79 537,26	-26,10%
<b>Charges financières 66</b>	225 662,66	241 873,53	7,18%
<b>Charges exceptionnelles 67</b>	210 025,40	391 883,35	86,59%
<b>Dotations aux provisions 68</b>	59 378,00	-	-100,00%
<b>TOTAL</b>	<b>123 301 519,35</b>	<b>124 188 759,92</b>	<b>0,72%</b>

### Section de fonctionnement - recettes réelles :

Recettes réelles fonctionnement	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Variation
<b>Produit des services 70</b>	11 977 480,82	9 129 215,80	-23,78%
<b>Impôts et taxes 73</b>	108 495 104,56	110 217 507,38	1,59%
<b>Dotations et participations 74</b>	32 222 349,33	32 837 090,72	1,91%
<b>Autres produits 75</b>	535 729,26	590 289,29	10,18%
<b>Atténuation de charges 013</b>	297 952,99	347 611,86	16,67%
<b>Produits financiers 76</b>	608,00	14,00	-97,70%
<b>Produits exceptionnels 77</b>	7 519 240,43	1 072 649,55	-85,73%
<b>TOTAL</b>	<b>161 048 465,39</b>	<b>154 194 378,60</b>	<b>-4,26%</b>

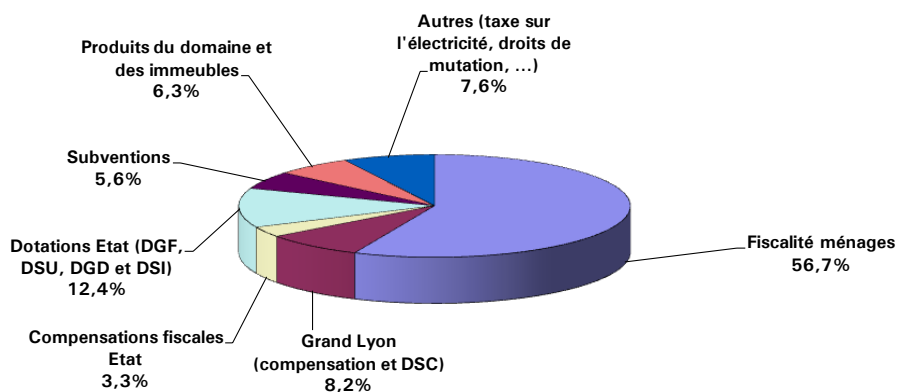
L'exécution budgétaire 2020 fait ressortir en recettes :

- une forte baisse des produits des services (presque 24 %) à 9,129 M€, liée à la crise sanitaire qui a conduit à des fermetures plus ou moins longues de certains équipements et à des mesures de gratuité pour l'occupation du domaine public,
- les impôts et taxes (chapitre 73) sont en légère progression à travers la fiscalité directe et les droits de mutation qui ont continué de croître. Les principales dotations obtenues de l'Etat (Forfaitaire, de Solidarité Urbaine et Globale de Décentralisation) régressent de -0,59 % par rapport à 2019, néanmoins le chapitre dotations et participations (74)

augmente globalement suite à une aide exceptionnelle de la CAF qui vient compenser partiellement les pertes des équipements petite enfance. Cependant les versements habituels de celle-ci ayant eu lieu par ailleurs, ils feront l'objet d'une reprise en 2021,

- en matière de produits exceptionnels, la baisse est liée au niveau de cession de biens immobiliers est nettement moins important en 2020 (0,93 M€) comparé à 2019 (plus de 7 M€).

La typologie réelles de fonctionnement est la suivante :

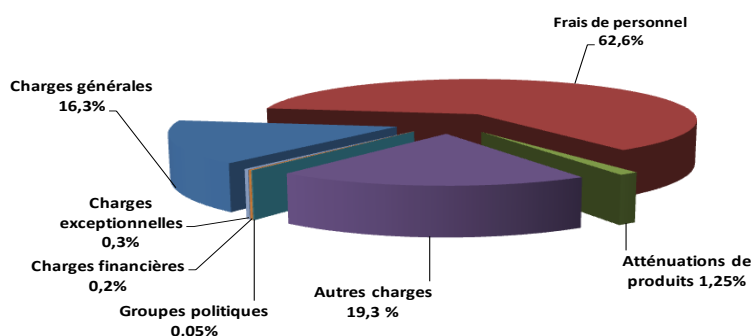


En dépenses de fonctionnement :

- outre l'absence de manifestation des Invites qui concerne essentiellement le chapitre 011, l'exercice est caractérisé par les mesures liées à l'état d'urgence sanitaire qui ont là aussi, fortement joué sur les dépenses réalisées, tant à la baisse par rapport à une activité normale qu'à la hausse avec la gestion des mesures de prévention (équipements spéciaux, entretien renforcé...) ou les renforts en matière de ressources humaines,

- le respect de l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement posé par la loi de programmation des Finances Publiques 2018-2022, fixé à +1,16 % a été neutralisé par l'Etat.

La typologie est la suivante :



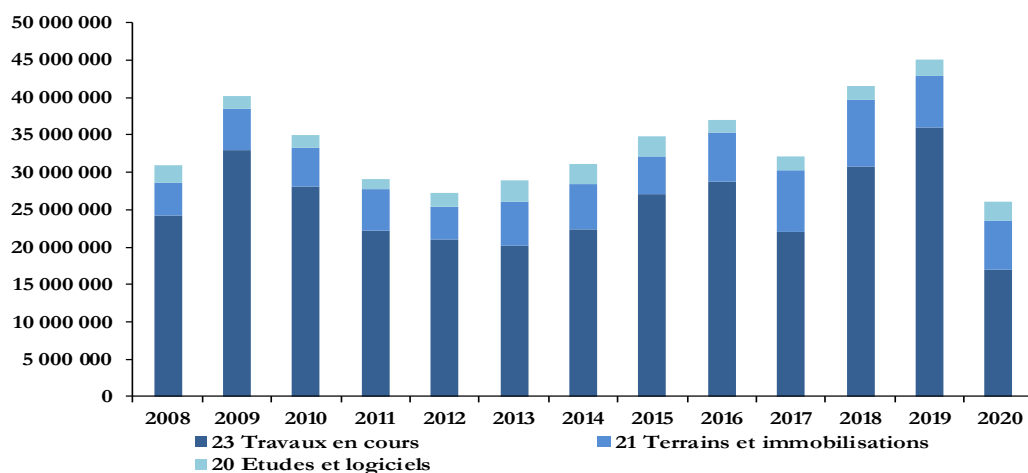
L'épargne de gestion est de 29,56 M€ (-3,76 %) par rapport à 2019 où elle se situait à 30,7 M€. L'épargne de gestion correspond à l'ensemble des recettes réelles courantes desquelles on soustrait les dépenses réelles courantes. Elle ne prend pas en compte les opérations financières (chapitres 66/76), exceptionnelles (chapitres 67/77) et les opérations sur les provisions (chapitres 68/78).

L'épargne brute non retraitée, se calculant par différence entre totalité des recettes et dépenses réelles de fonctionnement, baisse à 30,05 M€ soit -20,5 % (37,7 M€ en 2019). Hors cessions, elle baisse de -4,37 % à 29,7 M€.

#### Section d'investissement - dépenses réelles :

Dépenses réelles d'investissement	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Variation
<b>Emprunts et dettes assimilées 16</b>	3 544 657,12	3 994 608,20	12,69%
<b>Immobilisations incorporelles 20</b>	2 228 044,44	2 486 126,67	11,58%
<b>Subventions équipements versées 204</b>	10 133 504,93	5 404 783,59	-46,66%
<b>Immobilisations corporelles 21</b>	6 842 855,13	6 538 850,02	-4,44%
<b>Immobilisations en cours 23</b>	36 071 806,65	16 962 078,92	-52,98%
<b>Autres immobilisations 27</b>	32 783,33	3 470 508,00	10486,20%
<b>Travaux pour compte de tiers 45X1</b>	16 884,00	9 850,00	-41,66%
<b>TOTAL</b>	<b>58 870 535,60</b>	<b>38 866 805,40</b>	<b>-33,98%</b>

Les dépenses d'équipement (chapters 20, 21 et 23) sont en baisse à 25,88 M€ contre 45,1 M€ en 2019 soit -42,4 % en lien avec l'interruption et le retard pris par les chantiers, liés au contexte de pandémie.

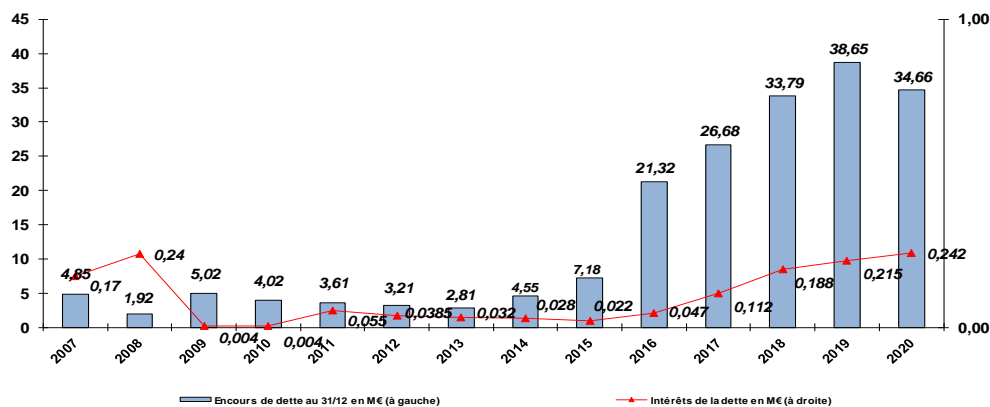


#### Section d'investissement - recettes réelles :

Recettes réelles d'investissement	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Variation
<b>Emprunts et dettes assimilées 16</b>	9 906 823,36	-	-100,00%
<b>Dotations fonds divers et réserves 10</b>	24 092 787,64	27 005 221,18	12,09%
<b>Subventions d'investissement 13</b>	8 229 042,45	15 105 989,61	83,57%
<b>Subventions d'équipements 204</b>	-	2 000,00	
<b>Immobilisations en cours 23</b>	2 161,74	28 547,58	1220,58%
<b>Autres immobilisations 27</b>	94 970,59	34 416,99	-63,76%
<b>Travaux pour compte de tiers 45X1</b>	16 884,00	9 850,00	
<b>TOTAL</b>	<b>42 342 669,78</b>	<b>42 186 025,36</b>	<b>-0,37%</b>

La forte hausse des recettes réelles d'investissement provient essentiellement des subventions perçues et notamment d'une participation versée par la métropole au titre des équipements de la Zac la Soie (9 M€), et accessoirement de l'excédent de fonctionnement 2019 capitalisé, 21,3 M€ contre 19,2 M€ l'exercice précédent.

Tenant compte du faible niveau de dépenses d'investissement, la ville n'a pas encaissé d'emprunt nouveau en 2020, ceci contribue à un léger désendettement. Le stock de dette s'élève à 34,66 M€ au 31/12/2020 (38,65 M€ au 31/12/2019) soit 233 € /habitant et une capacité de désendettement de 1,19 année (hors recettes de cessions).



Les ratios financiers villeurbannais sont les suivants (*ratios 1 à 6 en € par habitant*) :

1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	835
2	Produit des impositions directes/population	584
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1037
4	Dépenses d'équipement brut/population	175
5	Encours de la dette/population	233
6	DGF/population	124
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	62,61 %
8	Dépenses de fonctionnement et remboursement de la dette en capital/recettes réelles de fonct.	80,54 %
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	16,85 %
10	Encours de la dette/ recettes réelles de fonctionnement	22,48 %